

Lost in transition

Dialogue avec Stefan Aykut et Amy Dahan



František Kupka, *Autour d'un point*, 1920-1930.

Nous ne faisons plus face à un simple changement climatique mais à une véritable mutation : un double choc entre les conséquences croissantes du dérèglement et les conflits politiques engendrés par la transition. Cette mutation s'imbrique dans un basculement géopolitique et un délitement démocratique, formant un nœud gordien où chaque crise aggrave les autres.

L'illusion d'une transition douce pilotée par les marchés s'est effondrée. Les puissances fossiles (Russie, pays du Golfe) bloquent activement le processus des COP, tandis que les démocraties peinent à reprendre en main leurs choix industriels. Les États-Unis ont basculé ; la Chine, pivot ambigu de la transition électrique, impose un modèle autoritaire ; l'Afrique, immense potentiel renouvelable, reste marginalisée.

Face à cela, ni le marché seul ni la décroissance généralisée ne suffisent : il faut reconstruire une capacité d'action politique, mener des transformations justes, et défendre, malgré ses faiblesses, le modèle démocratique européen.

—

La mutation climatique, qu'est-ce que c'est ?

Selon vous, nous sommes passés, depuis l'Accord de Paris, d'un changement climatique à une mutation beaucoup plus profonde. Celle-ci se confronte aux bouleversements géopolitiques et démocratiques eux-mêmes à l'œuvre. Comment s'articule ce triple nœud ?

Le point de départ de ce livre est l'actualisation de notre analyse depuis l'Accord de Paris. Nous ne pouvions pas nous contenter d'écrire une simple mise à jour de l'histoire des négociations climatiques, car nous avons franchi un seuil. Les changements qui sont en train de s'enclencher sont si profonds qu'ils ne relèvent plus du seul changement climatique : c'est une véritable mutation climatique.

Cette mutation se manifeste d'abord à travers un double choc. Le premier est celui des conséquences lentes mais de plus en plus prégnantes du changement climatique lui-même (incendies, inondations, défis d'adaptation). Le début de notre livre évoque la science-fiction : nous vivons désormais dans un monde qui se transforme sous nos pieds. Le second choc est celui des politiques de transformation. Celles-ci provoquent des réactions vives, des conflits sociaux autour de la question climatique, mais aussi une réaction violente de la part des intérêts fossiles. Ces tensions ne feront que s'accroître dans les décennies à venir.

Ces deux forces s'entrechoquent et structurent notre livre. Elles s'articulent avec deux autres crises majeures : le basculement géopolitique mondial et le délitement

démocratique. Cette articulation entre trois niveaux – climat, géopolitique, démocratie – constitue la colonne vertébrale de l'ouvrage. Dans le premier niveau, nous traitons non seulement des négociations et de la gouvernance, mais aussi des conséquences climatiques sur le vivant (forêts, pollutions, etc.). En fait, les solutions trouvées en matière de climat sont souvent mauvaises pour d'autres aspects de la crise planétaire : mauvaises pour la biodiversité, aggravant les pollutions ou les problèmes agricoles, etc. C'est un véritable nœud gordien où chaque crise se conjugue et a des conséquences sur les autres. La géopolitique s'y articule, la crise démocratique aussi, avec la montée des populismes. Ce n'est pas une seule crise, mais une polycrise qui se nourrit et se déploie de cette façon.

Le choix du mot « mutation » est plus fort que celui de « transition », qui évoque un changement graduel d'un état stable à un autre. Pourquoi ce titre ?

C'est un regard et un vocabulaire radicalement différents. Nous ne parlons pas de « transition bas-carbone » au sens où ce terme a été construit dans le processus multilatéral depuis Paris, c'est-à-dire un glissement doux d'un état des systèmes énergétiques à un autre. C'est précisément là que le climat a toujours été mal appréhendé dans le monde politique global. Nous avons déjà développé cette thèse dans notre livre précédent : le « schisme de réalité » tenait à ce que le climat n'était traité que comme un problème environnemental, l'énergie étant un mot pratiquement proscrit du processus multilatéral.

Depuis l'Accord de Paris, ce hiatus s'est déplacé vers ce qu'on pourrait appeler le schisme de la décarbonation : l'idée que tout allait se faire par simple substitution d'une

énergie à une autre, dans un processus lisse et indolore, guidé par la science, encadré par des politiques responsables, mise en œuvre à travers des marchés parfaits. Remplacer les voitures thermiques par des électriques, le fossile par le renouvelable, comme si cela allait suffire à résoudre le problème à l'échelle globale. Or, des conflits, des résistances, des forces d'obstruction surgissent de partout. La transition lisse est une illusion totale.

Nous ne sommes donc plus dans le monde de la transition. Bruno Latour utilisait un vocabulaire de la métamorphose, ou de la mutation, pour relier les changements macro et micro dans nos rapports à la planète, au vivant, entre États et entre individus. Ulrich Beck, de son côté, parlait de métamorphose du monde : le sentiment que les cadres d'analyse classiques de la sociologie ne suffisent plus pour penser l'ampleur des changements auxquels nous faisons face. C'est dans ce sillage que s'inscrit notre choix du mot « mutation » : nous ne sommes plus dans un monde de transition ; même le terme de « transformation » est peut-être insuffisant. Nous ne savons pas encore où nous allons atterrir.

Le changement climatique et la politique à l'épreuve du temps long

Le début des COP était marqué par une croyance aveugle dans le néolibéralisme et sa capacité à régler la problématique climatique. Mais à chaque fois, les promesses étaient faites à des horizons lointains. Aujourd'hui, nombre d'élites et de puissances économiques semblent

être prêtes à faire sécession. Comment en est-on arrivés là ?

Dans la première partie de notre livre, consacrée à la gouvernance, nous revenons sur l'état du problème au tournant du XXI^e siècle. On était alors encore dans la force du néolibéralisme : la conviction régnait qu'on allait pouvoir résoudre la question climatique par les marchés, que les pays du Sud sceptiques seraient accompagnés dans leur transition, etc. Mais au fil du temps, on a vu s'installer une incapacité à désigner clairement les choses, tandis que les rivalités stratégiques entre les États-Unis et la Chine s'approfondissaient et que les chemins économiques divergeaient, notamment avec les choix affirmés de la Chine du côté de l'électrification.

Depuis l'Accord de Paris, l'idée s'est imposée qu'on avait trouvé la solution : passer par les marchés, par les entreprises, par le vocabulaire des cabinets de conseil, toute cette effervescence d'une couche néocapitaliste. Or, au même moment, entre 2010 et 2020, des événements politiques ont commencé à inquiéter les puissances fossiles : les objectifs de transition pouvaient menacer leurs économies et leur développement. Elles ont alors cherché à faire obstruction, à gagner du temps, à bloquer les choses : la Russie et l'Arabie Saoudite ont joué ce jeu avec beaucoup de force. Les États-Unis, eux, ont connu une révolution du gaz de schiste qui les a transformés en puissance énergétiquement indépendante. Et des événements politiques sont entrés dans le paysage, des Printemps arabes aux mouvements démocratiques, jusqu'à la victoire de Trump.

Le climat a ainsi toujours échappé à la gouvernance globale : alors que le monde basculait, la gouvernance climatique a continué dans sa bulle, sans prendre la

mesure de ces bouleversements extérieurs. Le paradigme d'un problème environnemental global avait évacué les questions d'industrie et d'énergie, puis est venue l'illusion d'une transition par les marchés, prétendument déjà en cours et inévitable. Rappelez-vous la COP de Glasgow en 2021, après le Covid : les grandes banques, les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) et les grands financiers allaient opérer la transition de façon volontaire : c'est le sens du discours de Boris Johnson à l'époque. Aujourd'hui, cet imaginaire s'est effondré. Les grandes alliances de finance verte se sont dissoutes, et les GAFA se sont alignés sur la nouvelle ligne politique fossile.

Nous faisons donc face à deux récits antagonistes de la transition. Le premier est que la transition est inévitable, que nous sommes sur le bon chemin, et que les renouvelables vont nous sauver – un récit qui sous-estime l'explosivité sociale et politique. Le second est que la transition est impossible, soit dans la version de Jean-Baptiste Fressoz, c'est-à-dire que la transition est trop compliquée même si on la désire, soit dans la version des puissances fossiles, c'est-à-dire que la transition est tout simplement inadmissible. À partir de 2022, les pays du Golfe ont pris en main le processus des COP, et lors de la COP des Émirats, le mot « fossile » est entré pour la première fois dans les textes – aujourd'hui, ce renvoi à une transition en dehors des fossiles (« *transitionning away from fossil fuel* ») à Dubaï permet paradoxalement à la coalition obstructionniste de prétendre qu'elle n'a plus besoin d'en parler puisque c'est déjà acté.

Mais pour comprendre ces années 2020, il faut revenir aux années 2010. Deux tendances lourdes se sont nouées à cette époque avec la question climatique : la montée de la Chine d'un côté, qui a bousculé les équilibres au sein des négociations ; et le

retour de l'autoritarisme de l'autre, à savoir la montée de l'extrême droite autoritaire en Europe et aux États-Unis. Les Printemps arabes, géographiquement très proches des autocraties du Golfe et suivis de près par la Russie, ont mis en évidence une aspiration démocratique qui constituait une menace directe pour ces régimes. Avec l'Accord de Paris en 2015, c'est donc une double menace, démocratique et climatique, qui a pesé sur les autocraties fossiles, les conduisant à une réaction très violente dans les années 2020, matérialisée par les guerres (Syrie, Ukraine), l'ingérence dans les élections américaines et européennes, et la prise en main du processus des COP.

Bruno Latour, dès 2017, six mois après l'arrivée au pouvoir de Trump, avait déjà identifié dans *Où atterrir ?* le noeud entre le climato-scepticisme, la défense de l'enrichissement sans fin et des inégalités (c'est-à-dire la sécession des classes riches), et la défense des territoires liée à la question des migrations. Cette configuration est exactement celle qui revient en force aujourd'hui, neuf ans plus tard.

On vit aujourd'hui la superposition de trois types de crises : un retour d'une géopolitique, type XIXe siècle, une confrontation autour des questions autocratiques, et une opposition entre pays fossiles et pays en transformation. Comment ces trois aspects se combinent-ils dans la crise climatique et la lutte contre le réchauffement ?

C'est précisément ce que nous cherchons à montrer. Ces trois crises ne s'additionnent pas, elles se potentialisent mutuellement. La géopolitique du XIXe siècle – avec ses rivalités de puissances, ses guerres de ressources – revient avec d'autant plus de force que la mutation climatique rend les

ressources énergétiques et les matières premières stratégiques comme jamais. Les autocraties fossiles trouvent dans cette configuration à la fois une menace existentielle et une opportunité d'obstruction. Et la crise démocratique alimente le tout : les populismes qui prospèrent sur les peurs liées à la transition affaiblissent précisément les systèmes politiques capables de mener des transformations structurelles. C'est ce nœud que notre livre cherche à dénouer.

Les grandes puissances dans la mutation climatique

Quelle est la place singulière des États-Unis dans ce nouveau paysage ?

Nous avons commencé notre tour des grandes puissances par les États-Unis, même s'ils quittent aujourd'hui le processus climatique, parce qu'ils en sont historiquement au cœur. C'est le pays de l'alerte climatique – les grandes découvertes scientifiques, les premiers rapports –, mais c'est aussi le pays des fossiles par excellence : le charbon et les chemins de fer qui ont permis l'exploration et le développement du territoire, le pétrole et le fordisme, les barons du pétrole comme Rockefeller, puis les magnats pétroliers et l'industrie chimique qui ont financé la *Heritage Foundation* et les *think tanks* néoconservateurs coordonnant l'attaque contre la science climatique. Les États-Unis sont aux fondements mêmes de la civilisation carbone et de la réaction anti-climatique.

Jusqu'à Kyoto, en fait jusqu'en 2006 pour être précis, ils étaient le premier émetteur mondial et la première puissance

économique. Cette position centrale dans l'histoire du problème explique aussi pourquoi leur retrait répété du processus multilatéral a des effets si déstabilisateurs sur l'ensemble de la gouvernance climatique mondiale.

En face se trouve la Chine. Quel est son rôle et son positionnement au sein de ce nouveau paysage ?

La Chine est un acteur central sur tous les tableaux, et c'est là toute sa complexité. Elle s'est engagée résolument du côté de la transition électrique – technologies, batteries, voitures électriques, renouvelables – et cherche à vendre ces solutions au monde entier. En même temps, elle développe un discours sur la « civilisation écologique » dans laquelle elle serait entrée, mais qu'il faut considérer avec beaucoup de précaution. Car la Chine est aussi le premier producteur et consommateur de charbon au monde, et son modèle reste hyper productiviste, au service de la stabilité du régime.

La Chine est aussi en train de façonner les infrastructures de la transformation mondiale, notamment via les terres rares. On peut s'en réjouir, mais aussi s'en inquiéter, car la domination économique et technologique vient avec une domination idéologique : le modèle chinois autoritaire. C'est un vrai défi pour les démocraties : comment la lenteur du modèle démocratique peut répondre face à ce modèle autoritaire qui semble « fonctionner » ?

Cette question touche à quelque chose de plus profond : les liens intimes entre légitimité politique et combustibles fossiles. Nous vivons dans la modernité fossile. Les régimes politiques, qu'ils soient démocratiques ou autocratiques, se sont construits sur une articulation étroite entre croissance économique, combustion fossile

et stabilité politique. Dans les pays du Golfe, la redistribution pétrolière remplace la fiscalité. Dans les démocraties occidentales, comme Pierre Charbonnier l'a bien analysé, la modernité fossile a promis aux classes moyennes et populaires un horizon commun de prospérité. La fin des ères fossiles remet donc en question ces formes de légitimité politique et pose des questions très profondes sur les nouveaux contrats sociaux et les institutions démocratiques à l'ère post-fossile.

Le modèle chinois illustre enfin les contradictions de cette transition : la Chine importe beaucoup d'énergie, ce qui la rend intéressée par les renouvelables, tout en restant très extractiviste. Elle a besoin de croissance continue pour se légitimer, et aggrave d'autres problèmes de l'Anthropocène. Par exemple, on a construit plus de ciment en Chine en trois ans, entre 2011 et 2013, qu'aux États-Unis pendant tout le XXe siècle : une catastrophe écologique qui ne dit pas son nom.

À propos des États africains, vous dites que ce sont les laissés pour compte de la diplomatie climatique. Que pouvez-vous nous dire de ces pays et de leur futur ?

La situation de l'Afrique dans la diplomatie climatique est à la fois révoltante et porteuse d'espoir. La Chine et les pays du Golfe, très présents sur le continent, envisagent leurs relations avec les pays africains d'un point de vue purement transactionnel et extractiviste, c'est-à-dire des prédateurs des ressources produites, sans accompagner le développement interne du continent. L'Europe, entravée par le poids de son passé colonial, n'a pas su occuper une position centrale sur ce sujet. Résultat : on a un continent dont les ressources continuent

d'être exportées sans permettre son propre développement.

Pourtant, l'Afrique est au cœur de la mutation climatique pour de multiples raisons. Elle sera le continent le plus affecté par les impacts climatiques. Elle abritera un quart de la population mondiale en 2070. Et elle est d'une extraordinaire richesse en énergies renouvelables : on estime qu'elle pourrait fournir cinquante fois la demande électrique mondiale en 2040 grâce à l'éolien et au solaire – un potentiel pratiquement inexploité à ce jour, qui ne reçoit qu'1 % des investissements mondiaux dans les renouvelables. Des pays comme le Kenya ont pourtant montré que cette voie était possible. C'est là que les partenariats de transition juste, notamment avec l'Europe, ont tout leur sens, même si leur mise en œuvre actuelle reste problématique.

On sait que la question de l'énergie est centrale dans la lutte contre le dérèglement climatique. Or l'Europe est mal dotée en énergie fossile et donc dépendante d'approvisionnements extérieurs. Comment les facteurs géopolitiques ont-ils influencé la stratégie européenne de décarbonation ?

Le manque de souveraineté énergétique de l'Europe la pénalise gravement sur tous les pans de la polycrise. La guerre en Ukraine l'a contrainte à se dégager en urgence de la Russie ; la situation autour du détroit d'Ormuz la met également sous pression. Ces dépendances affaiblissent considérablement sa capacité d'action géopolitique et démocratique.

L'Europe se trouve aujourd'hui devant une opportunité historique, et l'on espère, sans trop y croire, qu'elle sera saisie avec force. Sous le premier mandat d'Ursula Von der Leyen, des ambitions sérieuses avaient été

affichées : sortie des fossiles en 2050, Pacte Vert, etc. Mais la menace d'un ralentissement est réelle : dès que la situation économique et géopolitique devient difficile, la tendance spontanée en Europe est de ralentir sur le plan écologique, de repousser les engagements. Or c'est précisément la stratégie inverse qui s'impose.

L'Europe est au carrefour de ces trois crises écologique, géopolitique, démocratique car elle est ciblée à la fois par les États-Unis et la Russie. Son modèle démocratique, son État de droit, son Pacte Vert : tout cela est insupportable pour de nombreuses forces qui l'attaquent de toutes parts. Malgré ses imperfections, il faut bien sûr la défendre.

Mais l'histoire, hélas, se répète. L'Europe a déjà été à l'avant-garde de la transformation écologique dans les années 2000 : le tournant énergétique en Allemagne, le Paquet 3x20, les mécanismes de rachat des renouvelables. Elle a porté le processus multilatéral quand les États-Unis se sont retirés de Kyoto. Puis, dans les années 2010, elle a mis le frein : moratoires sur les renouvelables, attractivité du gaz russe bon marché, etc., et a ainsi détruit une filière naissante, perdu un temps précieux et miné le soutien sociétal à la transformation. Le risque est grand que cette histoire se répète aujourd'hui, avec un Pacte Vert qui se délite et une place laissée à la Chine sur les voitures et les infrastructures. Il ne faut pas commettre les mêmes erreurs, ni tomber dans le discours de la transition impossible. Il faut mener ces conflits plutôt que de baisser les bras.

Au-delà des États, les grandes industries sont aussi au cœur des rapports de force à l'origine des blocages de l'action climatique. Comment gagner ce combat ?

Les choix industriels et économiques des États ont progressivement disparu du débat

démocratique. Depuis plusieurs décennies, les Parlements et les instances démocratiques ont très peu discuté des orientations industrielles, en particulier en lien avec les échéances de la mutation climatique. La première étape est donc de se réapproprier collectivement ces discussions : ouvre-t-on telle mine ? Abandonne-t-on telle technologie ? Ces questions doivent faire partie du débat démocratique et être portées par les partis politiques.

Ce n'est pas simple, car s'est installée une longue habitude de relations directes entre États et très grandes entreprises, faisant pression sur les décisions. En France, on pense à Total ou à certains grands patrons qui défendent un modèle du passé (fossile) ou lorgnent vers des partenaires politiques d'extrême droite.

Cette question économique est pourtant centrale. Karl Polanyi l'avait bien montré : le désencastrement de l'économie, du social et du politique au XIXe siècle a conduit à penser les marchés comme autonomes et autorégulateurs, sans prise politique. Timothy Mitchell a montré comment la question du pétrole a contribué à ce désencastrement. Résultat : des institutions climatiques construites sans prise réelle sur la source du problème. Cette impuissance politique peut mener à la démobilisation. Ce dont nous avons besoin, c'est de reconstruire des capacités d'action politique à différentes échelles.

Ce qui nous a frappés, c'est que même les partis de gauche ne discutent plus vraiment des stratégies industrielles de leur pays. Or, si l'on veut construire une autonomie stratégique pour l'Europe face à ces trois crises simultanées, ce débat est incontournable.

Comment agir dans cette mutation ?

Vous listez plusieurs outils : le droit, les taxes, les changements culturels profonds... Mais comment et par où commencer ? Face à l'échec des dernières décennies, quelle place donner aux outils de marché ?

Nous distinguons dans le livre plusieurs grammaires d'action. Il y a d'abord l'État, avec la planification, dans un contexte où les États ont été vidés de leurs capacités stratégiques par des décennies de néolibéralisme. Il y a le droit, avec les actions devant les tribunaux, qui représentent un espoir réel pour beaucoup, mais dont il faut aussi mesurer les limites. Il y a le travail, avec les syndicats, avec qui il faut penser la transformation des filières et des économies pour ne pas générer les conflits qui alimentent les *backlash*. Il y a enfin les valeurs : comment attribue-t-on de la valeur aux biens et aux services, et comment y inclure les conséquences écologiques ? C'est ici que revient Bruno Latour : il faut réévaluer ce qui nous est cher, ce qui nous importe et ce dont nous dépendons, et prendre en compte les conséquences lointaines de nos actes – mobilité, consommation, sociabilité, choix politiques – sur des populations lointaines, ou des générations futures.

Ce serait une erreur de penser que les marchés vont spontanément se transformer et se saisir de la question climatique. Pour autant, on ne met pas les outils de marché de côté. Les marchés sont profondément politiques et doivent donc être gérés, pilotés, mis au service du bien commun et de la

question climatique. Le marché du carbone européen, par exemple, a connu une phase chaotique, mais il produit aujourd'hui des effets réels de décarbonation. Il ne faut pas rejeter ces instruments, mais il faut en revanche construire une véritable capacité d'action des États pour les gérer efficacement. Car c'est l'autonomie des marchés qui pose problème, pas les marchés eux-mêmes. Ils doivent être sous le contrôle d'autorités politiques, elles-mêmes sous contrôle démocratique. Les grandes infrastructures, les investissements de long terme ne se résoudre pas par le seul jeu du marché. Il faut des formes de reprise en main politique, comme les nationalisations, la planification, les réformes, quand les marchés ne vont pas assez vite ni dans la bonne direction.

Enfin, la question de la transformation juste est fondamentale. La transformation sera juste ou elle ne sera pas, car on ne peut pas exiger des contraintes et des sacrifices sans redistribution. La question des marchés mondiaux est corrélée très fortement à celle de la réforme de la finance mondiale et à la lutte contre les inégalités. Il y a des signes d'espoir à l'échelle mondiale sur la mobilisation de ressources financières nouvelles et la redistribution, par exemple les travaux de Lucas Chancel présentés récemment en Afrique du Sud. C'est aussi pour cette raison que le discours sur une décroissance généralisée est inaudible politiquement. La fin de la modernité fossile signe la fin d'un modèle social et démocratique : il est donc impératif de discuter à la fois des limites écologiques et des exigences de redistribution. Ces deux conversations ne peuvent pas être séparées.

LES AUTEURS



Stefan Cihan Aykut est Professeur de Sociologie à l'université de Hambourg, où il détient la Chaire Mercator sur les dynamiques sociétales de la transformation écologique. En tant que directeur du Centre *Futures of Sustainability* et au sein du Cluster d'excellence CLICCS sur la recherche climatique, il développe de nouvelles méthodes pour l'étude de la gouvernance globale du climat, des transformations bas-carbone et des conflits autour de l'entrée dans un monde fini.



Amy Dahan a été mathématicienne, historienne des sciences. Elle a fondé en 2005 une équipe de sciences sociales, intitulée « Changement Climatique : Sciences, Sociétés, Politique ». Elle co-anime un séminaire sur ce sujet d'abord à l'EHESS puis à l'ENS-Ulm. Elle est auteur ou co-auteur d'une douzaine d'ouvrages sur ces sujets et Directrice de Recherche Emérite au CNRS.

À PROPOS



L'Institut Avant-garde est un think tank non partisan qui développe des analyses et des propositions concrètes pour les décideurs, les universitaires, et toutes les générations de penseurs et de citoyens.

Quatre principes nous guident :

Édifier une vision systémique

Les débats portent souvent sur des réformes particulières ; il nous semble important de les décloisonner et de développer une vision d'ensemble cohérente, indispensable, entre autres, à la planification écologique. Notre principe est que le maintien à tout prix de l'organisation existante des institutions, et l'application systématique de logiques de marché ne sont pas des fins en soi. Les structures économiques doivent être pensées pour évoluer en fonction des enjeux, et répondre à des objectifs démocratiquement discutés.

Apporter une expertise académique forte

Une vision large ne doit omettre les détails ni se passer de technicité. Un décalage existe trop souvent entre l'évolution de la recherche, les doctrines économiques en vigueur et la fabrique des politiques publiques. Nous traduisons l'état de l'art académique en propositions de politiques publiques crédibles aux yeux des décideurs.

Tisser des liens entre les disciplines

Nous invoquons les dernières recherches en macroéconomie, mais nous ne voulons pas nous en tenir à une approche strictement économique. L'histoire économique, la science politique, la géopolitique, les sciences du climat, la sociologie, l'anthropologie, ou encore la philosophie enrichissent et élargissent notre vision.

S'appuyer sur un réseau de think tanks européens

Aujourd'hui, les think tanks se nichent essentiellement à l'échelle nationale ou bruxelloise ; le European Macro Policy Network, dont nous faisons partie, enrichit ce paysage d'un troisième niveau continental. Une idée anime cette initiative lancée par l'institut allemand Dezernat Zukunft : si les désaccords entre nos gouvernements sont nombreux, il existe un courant intellectuel uni en faveur du changement.

À PROPOS



À LIRE
AUSSI

Dialogue avec Arnaud Orain – Essai sur le capitalisme de la finitude

Quelle justice climatique choisir pour les politiques de transition ?

Transformer l'esprit industriel

institutavantgarde.fr

45, rue de Sèvres, Paris VI^e